

PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le 6 mars 2012

Unité territoriale de la Marne

Nos Réf. : SMi CaM/CaM n° D i i 2012 162 APN

Vos réf. : Transmission du 28/12/11 de Monsieur le Préfet de la Marne

Affaire suivie par : Camille Monlucq

camille.monlucq@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03.26.77.33.50 – **Fax** : 03.26.97.81.30

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement

Société CEMENTS CALCIA à Couvrot - DDAE charbon pour la cimenterie

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES
ET TECHNOLOGIQUES

I – INTRODUCTION

Par transmission du 28 décembre 2011, Monsieur le Préfet du département de la Marne nous adresse aux fins de rapport devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le registre d'enquête publique concernant **la demande présentée par la société CEMENTS CALCIA à Couvrot, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un hall de stockage de charbon brut et de remettre en service son atelier de broyage de charbon sur son site de la Cimenterie.**

L'analyse de cette demande est présentée dans les parties :

- IV - Synthèse de l'étude d'impact et de l'étude de dangers,
- V - Instruction de la demande,
- VII - Analyse de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, ce dossier a également été l'occasion d'**étudier plusieurs affaires en cours relatives aux droits acquis et aux émissions atmosphériques de COT** dont l'analyse de l'inspection des installations classées est présentée en partie VIII.

Enfin, la rédaction du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation proposé aux membres du CODERST a permis de reprendre dans un seul arrêté l'ensemble des prescriptions existantes relatives aux conditions d'exploiter de la cimenterie.

II – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Identification de l'établissement

Nom : CEMENTS CALCIA
Usine de Couvrot
Lieu : Couvrot
Activité : Fabrication de ciments
Code NAF : 23 51 Z

Numéro SIRET : 654 800 689 00170
Président : J-P MERIC
directeur général : (siège à Guerville)
Téléphone : 01 34 77 78 00
Télécopie : 01 34 77 79 06

Adresse postale

Adresse : Usine de Couvrot - BP 7
Code postal : 51 301
Commune : Vitry-le-François

Personne à contacter

J.BARRET,
P.COURTOIS,
Téléphone : directeur de l'établissement
responsable Développement-
QSE
03 26 73 63 00

Renseignements généraux

Effectif : 140 personnes
Chiffre d'affaires : 827 millions d'euros (du groupe Ciments Calcia en 2010)
Nature et quantité : utilisation de combustibles fossiles et de déchets dangereux (29 500t en 2009)
des matières utilisées : et non dangereux (~30 000 t en 2009) pour l'alimentation du four
Production : 1 600 000 de tonnes de clinker / an.

III – SITUATION ADMINISTRATIVE

3.1 - Description sommaire

L'usine CALCIA de Couvrot fabrique du ciment à base de calcaire et d'argile issus de ses carrières à une cadence moyenne de 4 200 t/j de clinker, ou encore 6 000 t/j de ciment.

La cuisson des minerais à haute température nécessite une consommation importante de combustibles. Le site utilise des combustibles conventionnels (fioul, gaz et charbon) et des déchets, dangereux ou non, appelés « combustibles de substitution » (> 50 000 t/an) de type huiles, farines animales, sciures imprégnées, pneus ou encore combustible à haute viscosité (CHV) qui est un résidu de raffinage du pétrole.

Ce site est autorisé par arrêté préfectoral n° 1992-A-03-IC du 27 janvier 1992 modifié à plusieurs reprises pour encadrer notamment les conditions d'acceptation et d'incinération des déchets ainsi que l'introduction d'un traitement des NOx à base d'urée. L'autorisation préfectorale prend notamment en compte les évolutions réglementaires issues de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

• Modifications – enjeu économique :

Depuis les années 90 jusqu'en 2010, le combustible principal utilisé par les CEMENTS CALCIA est le CHV (Combustible Haute Viscosité). Ce choix a été motivé par un projet de valorisation d'un sous-produit pétrolier mené en partenariat avec la société ELF. Le CHV prend aujourd'hui une forte valeur commerciale compromettant de fait la stabilité économique de l'établissement. Aussi, dans un souci de compétitivité, l'usine a souhaité diversifier ses approvisionnements de combustibles et a réintroduit le mélange charbon / coke de pétrole comme combustible principal, comme c'était le cas de 1981 à 1991.

L'objet du dossier de demande d'autorisation d'exploiter couvre donc **la remise en service de l'atelier complet charbon / coke qui comprend la construction d'un hall de réception et de stockage** soumis au régime d'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette remise en service de cet atelier constitue une modification substantielle des conditions actuelles de l'autorisation au regard des dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement. **En effet, le futur stockage sera sous bâtiment fermé alors qu'il était historiquement autorisé en extérieur. Par ailleurs, la surface dédiée à ce nouveau stockage sera implantée pour partie sur l'ancienne aire de stockage de charbon et pour autre partie sur une zone non affectée. La remise en route du broyeur existant est également prévue dans ce projet.**

En attendant la mise en route des procédés liés à la prise en charge de charbon, le stockage en silo du charbon acheté sous forme pulvérulente a été autorisé en début d'année 2011 via l'arrêté préfectoral n° 2011-APC-02-IC.

• Atelier charbon :

La réception du charbon brut aura lieu sous abri. Un système de brumisation à l'eau sera activé en cas de fortes chaleurs pour limiter l'envol de poussières. Le charbon sera stocké en tas sur une dalle béton dans un hall couvert de 12 000 m³ (capacité de 12 000 t).

Le charbon sera repris par un grappeur, puis acheminé par tapis anti-feu vers l'atelier de broyage existant encore sur site. Le charbon broyé sera ensuite stocké dans le silo de 250 m³ déjà réglementé par l'autorisation actuelle. Plusieurs systèmes de filtration permettront de récupérer les particules de charbon au niveau des tapis et de l'atelier de broyage afin de ré-introduire la matière dans la chaîne de production.

Dans le but de maintenir les effets thermiques d'un éventuel incendie dans l'enceinte du site, l'exploitant prévoit la construction d'un nouveau mur coupe-feu (2h) entre le hall et la route RD760 reliant Couvrot à Soulanges.

Une voie de circulation et une aire d'attente poids lourds complètent le projet, ainsi qu'une aire de lavage dédiée aux roues des camions. Cette aire de lavage fonctionnera en circuit fermé.

Le site est déjà équipé d'une station de traitement des eaux industrielles et de ruissellement.

3.2 - Classement des installations et situation administrative

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau joint en annexe 1.

IV – SYNTHÈSE DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

La société a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse l'impact et les risques présentés par son nouveau projet.

4.1 – Étude d'impact

Impact visuel :

Les installations sont situées dans une cuvette. Du fait des variations particulières de l'altitude autour du site, la visibilité de l'exploitation depuis les communes avoisinantes est limitée à la partie haute de la cheminée (hauteur de 115 m). Le nouveau hall charbon / coke de pétrole sera implanté à l'ouest du site et sera masqué par une haie qui longe l'exploitation. Ce hall sera en tôles métalliques d'une dimension de 40 m x 132 m sur une hauteur de 23 m qui est inférieure à la hauteur des autres bâtiments du site.

Eau (consommées et rejetées) :

Les eaux industrielles du site sont prélevées dans la nappe au droit de l'intersection de la Marne et de la voie ferrée accédant à l'usine. Cette eau est acheminée dans le château d'eau de la cimenterie et est employée pour les besoins d'eau potable, en tant que réserve incendie et pour alimenter en appoint le circuit de circulation d'eau et de refroidissement. De 2007 à 2010, le volume consommé s'est élevé entre 219 855 m³ et 277 621 m³ par an.

Les consommations supplémentaires liées aux futures installations se limitent à la brumisation du charbon lors du déchargement afin d'éviter l'envol de poussières, notamment pas temps sec, et à l'appoint du circuit d'eau nécessaire au lavage des roues des camions livrant le charbon, avant de quitter le site.

Concernant la gestion des eaux industrielles, usées et de ruissellement, le site est équipée d'une station de traitement physico-chimique visant à réguler le pH (traitement acide), puis à réduire les matières en suspension (coagulation et floculation) avant rejet dans le canal latéral à la Marne. Ce bassin de traitement est équipé d'un dispositif permettant d'isoler les rejets en cas de détection d'une pollution.

Les futurs stockages de charbon et de coke de pétrole auront un impact limité vis-à-vis des eaux de ruissellement compte-tenu qu'ils seront situés sous abris. En revanche, la zone sera imperméabilisée et les eaux de ruissellement qui pourront véhiculer des hydrocarbures (passage, stationnement de camions) passeront par un nouveau décanteur-déshuileur spécifique à la zone avant de rejoindre la station de traitement existante. De même, l'excédent d'eau utilisée pour le lavage des roues transitera par un bassin de décantation pour être réutilisée. La vidange du bassin rejoindra la station de traitement.

Sol et eaux souterraines :

D'après les données de la banque du sous-sol (BSS), la nappe de la craie se situe entre 0,2 et 4,5 mètres de profondeur au droit du site. Son écoulement est orienté du sud-est vers le nord-ouest en direction de la Marne. Trois piézomètres implantés en amont et en aval du site permettent de suivre la qualité de la nappe. Le stockage de charbon sera implanté sur une dalle béton, aucun impact sur le sol n'est attendu.

Air et climat :

Les activités actuelles de la cimenterie sont à l'origine d'émissions atmosphériques dont les sources principales sont la cheminée du four de cuisson et du broyeur à cru et la cheminée du refroidisseur. Les émissions diffuses de poussières sont issues des silos d'homogénéisation du cru, du stockage du clinker, des 2 broyeurs à ciment, du poste d'ensilage et du poste de chargement de ciment vrac.

Les modifications des rejets atmosphériques associés au projet sont :

- nouvelles émissions liées au séchage et broyage du charbon et du coke de pétrole. Les émissions de poussières et de matières brutes seront limitées par l'installation d'un cyclone d'une capacité de 20 m³ qui retiendra la matière, puis d'un filtre à manche qui assurera le dépoussiérage de l'air.
- émissions diffuses liées au stockage, traitement et transfert du charbon et du coke de pétrole. D'une part, les déchargements du charbon et du coke de pétrole auront lieu sous abris avec un système de brumisation, le stockage s'effectuera dans un hall couvert et les tapis transporteurs vers les différentes zones seront capotés. D'autre part, afin de limiter les émissions diffuses lors des manipulations, des ventilations et un dépoussiérage de l'air ambiant seront mis en place au niveau de l'aire de déchargement, du crible, des tapis transporteurs de l'aire de déchargement vers le stockage et du stockage vers le broyeur, du hall de stockage et du silo de 250 m³.

Bruit et vibrations :

Le site est soumis à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 qui vise à limiter les bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le nouveau projet sera à l'origine de bruits et vibrations maîtrisés dont les sources sont :

- la circulation induite par les camions de livraison. Les véhicules seront conformes aux dispositions en vigueur en terme de limitation des émissions sonores et l'entrée/sortie des véhicules seront limitées aux horaires d'exploitation (14h / jour et 5 jours par semaine).
- le dépotage par gravité du charbon et du coke de pétrole. L'aire de déchargement est sous abris ce qui permet d'atténuer les nuisances sonores associées.
- les moteurs assurant le fonctionnement des différents tapis, le crible et le gratteur. Ces équipements se trouveront dans le hall couvert.
- les systèmes d'aspiration des poussières tout au long du transfert des produits, le broyeur et ses deux ventilateurs de recirculation. Les ventilations seront équipées de dispositifs d'insonorisation.

Déchets :

La cimenterie constitue un centre de réception, de co-incinération et de valorisation matière de déchets. En effet, l'usine exige pour son bon fonctionnement des apports d'énergie conséquents et des matières de correction.

La liste des déchets à incinérer ou à incorporer dans le cru ou le ciment n'est pas modifiée. En revanche, les déchets générés par les futures installations seront :

- les métaux contenus dans le charbon brut, récupérés via un overband pour une quantité estimée à 1 ou 2 bennes par an,
- les filtres usagés des systèmes de récupération des poussières.

Ces déchets seront recueillis dans des bennes spécifiques avant d'être enlevés et traités par des sociétés spécialisées.

Trafic :

En 2009, le nombre de rotations s'élevait à 46 403 camions, soit 178 entrées et sorties de camions par jour ouvré. L'approvisionnement en charbon représentera 25 rotations par jours ouvrés qui remplaceront les 20 rotations par jours ouvrés dédiées à l'approvisionnement en CHV. Le nouveau projet générera donc une augmentation du trafic de 3%.

Le circuit hors des zones habitées de Couvrot actuellement emprunté continuera d'être utilisé. L'entrée/sortie des camions continuera d'avoir lieu pendant les heures d'exploitation (14h / jour et 5 jours par semaine) et une zone d'attente interne au site est réservée pour le stationnement des camions en attente de déchargement afin de limiter l'encombrement des voies publiques.

Faune et flore :

Le nouveau projet s'implantera sur une aire béton existante au sein du site de la cimenterie. Au vu des moyens mis en œuvre pour limiter l'envol des poussières, les nuisances pour la faune et la flore sont limitées.

Effets sur la santé :

Les pollutions et les nuisances susceptibles d'être engendrées par la cimenterie et pouvant présenter un risque chronique pour les populations qui y sont exposées sont liées aux émissions atmosphériques. Ainsi, l'évaluation des risques sanitaires liés aux émissions atmosphériques de la cimenterie a été actualisée pour intégrer les émissions de poussières supplémentaires liées au projet.

Les concentrations d'exposition ont été modélisées à partir des principaux polluants identifiés que sont les gaz de combustion (NOx, SO₂), les poussières, les métaux et les COV. Les flux moyen de polluants émis entre 2007 et 2010

ont été pris en compte augmentés de 20% pour les poussières pour tenir compte des émissions liées au projet charbon. Le calcul du risque sanitaire pour les voies d'exposition par inhalation et par ingestion, ainsi que cumulé, aboutit à un indice de risque et à un quotient de danger acceptables comparés aux valeurs de référence (risque cancérigène global estimé $1,8.10^{-9}$, valeur à comparer à la valeur repère de 10^{-5}).

Remise en état :

L'exploitant rappelle les mesures qu'il envisage lors de l'arrêt définitif de son installation, en particulier :

- évacuer tous les déchets résiduels entreposés sur le site vers un centre autorisé ou une décharge,
- procéder au nettoyage des aires de stockages, des voies de circulation, des cuvettes de rétention et des installations et au traitement des déchets récupérés,
- procéder au démantèlement des installations et des capacités de stockage et évacuer tous les débris ou ferrailles vers des installations de récupération ou décharges adéquates,
- à défaut de reprise des bâtiments par une entreprise, procéder à la démolition de toutes les superstructures, à l'évacuation des déblais et au réglage des terrains de façon à les rendre prêts à recevoir une nouvelle affectation.

L'usage futur du site sera pris en considération pour que la mise en sécurité du site soit compatible avec cet usage. Le Maire de Couvrot a donné un avis favorable à ce principe de remise en état.

4.2 – Étude de dangers

Intérêts à protéger :

L'établissement, implanté sur le territoire de la commune de Couvrot, est bordé par :

- la carrière CALCIA au Nord ;
- la route départementale reliant Couvrot à Soulanges à l'ouest ;
- la route nationale 44 reliant Vitry-le-François à Châlons-en Champagne à 500 m à l'est ;
- une voie ferrée privée au sud, destinée aux expéditions de ciments ;
- le canal de la Marne à 30 m à l'Ouest du site, puis la Marne à 100 m.

Le futur hall de stockage de charbon sera implanté à l'ouest du site, le long de la RD 760, elle-même longée par le canal de la Marne.

Le site, encaissé par rapport aux villages des alentours, est localisé en zone rurale. Aucune habitation ni établissement recevant du public (ERP) n'est recensé à proximité immédiate de l'établissement. Les premiers tiers sont situés à 500 mètres des limites de propriété.

Le site n'est pas localisé à l'intérieur d'un espace naturel remarquable. Néanmoins, la Marne, à 100 m du site, est concernée par deux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF).

Le captage d'eau potable de la commune de Couvrot est situé en amont du site. L'établissement n'est pas concerné par le périmètre de protection. Une nappe est identifiée entre 0,2 et 4,5 m au droit du site. D'une épaisseur de 20 m, elle repose sur une couche étanche.

Phénomènes dangereux retenus et leurs conséquences :

Les phénomènes dangereux, induits par la nouvelle activité, retenus dans l'étude des dangers sont :

- l'incendie des matières brutes charbon et coke de pétrole dans le nouveau hall de stockage,
- l'explosion du silo de combustibles pulvérisés (mélange de charbon et coke de pétrole),
- l'incendie induit par l'explosion du silo de combustibles pulvérisés (mélange de charbon et coke de pétrole).

L'ensemble de ces phénomènes a fait l'objet d'une modélisation des effets thermiques pour l'incendie et de surpression pour l'explosion. Aucun des phénomènes n'engendre d'effets hors des limites du site, excepté pour l'incendie des matières brutes (charbon et coke) stockées dans le nouveau hall dont les effets thermiques dits "irréversibles" (3 kW/m^2) empiètent sur la route départementale D760 reliant Couvrot à Soulanges. Afin de limiter la propagation de l'incendie, le hall sera équipé d'un mur coupe-feu sur la façade ouest (le long de la route), sur la longueur du hall et sur 2 m de hauteur. Une nouvelle modélisation prenant en compte ce mur coupe-feu montre qu'il permet de limiter les effets thermiques à l'enceinte du site et qu'il n'y a pas de conséquence sur d'autres installations.

Moyens de prévention contre l'incendie :

Les moyens de prévention existants s'appuient sur une politique environnement et sécurité existante qui s'articulent, d'une part, autour de la norme ISO 14001, et d'autre part, sur deux axes définis par la politique "zéro accident" du Groupe, que sont "l'implication et la responsabilisation de tous" et, "la formation et l'information à tous les stades et

tous les niveaux de l'entreprise".

Des moyens de prévention adaptés au nouveau projet seront mis en place, tels que :

- la construction du hall de stockage en structures et façades métalliques avec un mur coupe-feu sur 2 m de hauteur en façade ouest,
- la mise en place d'un pyromètre à report de mesure pour suivre la température des matières brutes à l'entrée et à la sortie du hall, de sondes de CO/O₂/CH₄ et de température dans le silo de combustibles pulvérisés,
- une gestion optimisée limitant le temps de séjour du combustible brut dans le hall,
- l'identification des filtres à manches pouvant être à l'origine d'un accident majeur afin de les protéger par des événements,
- l'asservissement des installations de manutention au système d'aspiration des poussières,
- la mise en place de procédure de dépotage des matières brutes,
- l'actualisation de l'étude du risque foudre et de l'étude ATmosphère EXplosive (ATEX) avec la mise en place des préconisations,
- l'actualisation et la mise en place des consignes générales et permanentes de l'établissement en matière d'accès, de zonage à réglementation spéciale, de modalités de gestion des stockages, des modalités d'évacuation, des moyens de lutte incendie, des permis de feu, etc.,
- l'actualisation du plan d'urgence interne.

En outre, comme il existe déjà, un système vidéo permet de surveiller les équipements les plus sensibles et un dispositif de surveillance par ronde est en place pour la nuit et les fins de semaine. Enfin, des exercices de situations d'urgence sont organisés régulièrement sur le site.

Moyens de protection contre l'incendie

Le site est déjà équipé de :

- 550 extincteurs mobiles dont 15 de 50 kg,
- 12 RIA notamment dans le bâtiment refroidisseur et dans celui du broyage charbon,
- 8 poteaux incendie internes au site (débit unitaire 60 m³/h),
- 2 piquage sur le réseau général alimentant 2 systèmes d'arrosage associés aux 2 halls de 800 m³ de stockage de combustibles solides (sciures, PUNR, RBA, etc.),
- 1 réserve d'émulseur (5 000 litres) à l'extérieur du local incendie pour canons à mousse de la zone de stockage CHV/CLS,
- des matériaux absorbants en cas de fuite peu importante de produits polluants.

Le réseau incendie du site est alimenté à partir du réseau d'eau industrielle pompée dans un puits et acheminée dans le château d'eau d'environ 35 m de hauteur. Ce château d'eau a une capacité de 500 m³, dont 160 m³ sont réservés à la protection contre l'incendie.

Concernant le nouveau hall et la zone de broyage des matières brutes des extincteurs seront installés. En cas d'auto-échauffement du charbon ou du coke de pétrole, il sera effectué un étalage en couche mince des matières brutes, hors du hall, avec tassement des flammes avec le godet d'une pelle mécanique. Au besoin, le foyer pourra être noyé d'eau en utilisant le poteau n°1.

Les besoins en eau, initialement calculés sur la base du scénario majeur "incendie de la cuvette de rétention contenant les bacs de fuel lourd et de CHV" restent inchangés, à savoir, 130 m³ d'eau pour éteindre le feu en 20 minutes (383 m³/h). La quantité nécessaire en émulseur est de 3 600 litres.

Les eaux de rétention sont dirigées vers le bassin de confinement des eaux pluviales (4 500 m³) dont la vanne de sectionnement est activée.

Les moyens d'ores et déjà en place répondent à ces critères.

V – INSTRUCTION DE LA DEMANDE

5-1 – ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'un mois s'est tenue en Mairie de COUVROT, du 31 octobre au 2 décembre 2011.

Le rapport du commissaire enquêteur note l'absence d'observation formulée par les habitants de la commune de Couvrot et des communes avoisinantes. Le commissaire enquêteur s'est attaché à demander à l'exploitant de répondre aux observations formulées par l'inspection des installations classées lors de la recevabilité du dossier. L'exploitant a fourni la copie de ses réponses en guise de mémoire réponse.

En conclusion, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** au projet d'exploiter un hall de réception et de stockage de charbon et coke de pétrole à usage de combustible principal.

5-2 – COMMUNES ET COMMUNAUTE DE COMMUNES CONCERNEES

Commune de SAINT QUENTIN LES MARAIS

Par délibération du 13 octobre 2011, le conseil municipal de la commune de SAINT-QUENTIN-LES-MARAIS donne un **avis favorable** au projet.

Commune de VITRY LE FRANCOIS

Par lettre en date du 14 octobre 2011, monsieur le Maire de la commune de Vitry-le-François nous informe que la Ville de Vitry-le-François **n'émet aucune objection** à la demande de la société CALCIA.

Commune de SOULANGES

Par délibération du 17 octobre 2011, le conseil municipal de la commune de SOULANGES émet à l'unanimité un **avis favorable** à la demande formulée par la société CALCIA.

Commune de LOISY SUR MARNE

Par délibération du 2 novembre 2011, le conseil municipal de la commune de LOISY SUR MARNE donne à l'unanimité un **avis favorable** au projet.

Commune de MAISON EN CHAMPAGNE

Par délibération du 24 novembre 2011, le conseil municipal de la commune de MAISON-EN-CHAMPAGNE donne à l'unanimité un **avis favorable** au projet.

Commune de BLACY

Par délibération du 9 décembre 2011, le conseil municipal de la commune de BLACY émet un **avis favorable** sur cette demande.

Commune de COUVROT

Par délibération du 15 décembre 2011, le conseil municipal de la commune de COUVROT émet un **avis favorable** au projet de stockage. Il précise que le principe de traitement des eaux répond aux exigences sanitaires et émet également un avis favorable à sa conception telle que présentée.

5-3 – AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

1) Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile

Par lettre en date du 27 octobre 2011, le Directeur du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile fait connaître que la réalisation de ce projet **n'appelle pas d'objection** de sa part.

2) DDT

Par lettre en date du 18 janvier 2012, le Directeur départemental des territoires formule les observations suivantes :

S'agissant de l'aspect "eau" :

La DDT laisse le soin à l'instructeur DREAL de juger si l'aspect eau a été suffisamment pris en compte par le pétitionnaire.

S'agissant de l'aspect "nature" :

Les bâtiments de stockage seront situés hors des ZNIEFF et de la zone RAMSAR. Une plantation d'érables entre les bâtiments et la route départementale, permettra une bonne intégration paysagère du projet.

S'agissant de l'aspect "urbanisme" :

La commune de COUVROT dispose d'un Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 16 juin 1976 et modifié le 22 décembre

1981. La commune a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme le 19 juin 2008 ; ce PLU a été arrêté le 26 novembre 2010, mais il n'a toujours pas été approuvé à ce jour. Le POS continue donc de s'appliquer.

La société CEMENTS CALCIA est implantée en zone UF du POS et en zone UY du PLU arrêté.

La zone UF du POS est une zone réservée aux activités industrielles.

La zone UY du PLU arrêté est une zone réservée aux activités industrielles, commerciales, artisanales et de services, aux installations classées pour la protection de l'environnement (soumises à déclaration ou autorisation) y compris les carrières.

De surcroît, l'article UY2 de ce même règlement dispose que seront notamment admises, sous conditions:

- Les installations classées pour la protection de l'environnement, liées aux activités autorisées dans la zone, soumises à déclaration ou à autorisation, lorsqu'elles respectent les prescriptions réglementaires qui leur sont imposées ;
- Les modifications des installations existantes classées pour la protection de l'environnement lorsqu'elles ne sont pas susceptibles d'aggraver le danger ou les inconvénients pour le voisinage ou qu'elles s'accompagnent de la mise en œuvre des dispositions nécessaires pour éviter cette aggravation des dangers ou des nuisances.

Vous trouverez ci-joint, le règlement d'urbanisme du PLU arrêté de la commune de COUVROT ainsi que la carte des servitudes applicables à proximité du site d'implantation de la cimenterie gérée par la société CIMENT CALCIA.

Le projet de la société CIMENT CALCIA entre dans le cadre défini par le règlement d'urbanisme du POS opposable ainsi que de celui du futur PLU, actuellement arrêté, de la commune de COUVROT.

S'agissant de l'aspect accès au site et infrastructures :

Les accès sur la D760 sont existants et donnent entière satisfaction.

Cette nouvelle implantation d'activité va impacter le trafic PL actuel d'une hausse de 3 %.

S'agissant de l'aspect risques :

Risques naturels

Le périmètre sur lequel porte la demande est concerné par le risque inondation par débordement de la Marne et, à ce titre, fait partie du périmètre de prescription du PPRI de Vitry prescrit le 14 janvier 2003. A ce jour mes services ne disposent d'aucun élément d'études plus précis susceptible de s'opposer à la demande.

L'usine est également concernée par le risque affaissement-effondrement de cavité souterraine puisqu'elle est construite à proximité de la carrière référencée CHAA WOO 11862.

Ce périmètre est aussi concerné par le risque de retrait-gonflement des argiles. Le pétitionnaire trouvera tous les éléments de connaissance disponibles sur ce sujet sur le site internet spécifique du BRGM : www.argiles.fr

Risques technologiques

L'usine est concernée par le risque de rupture de barrage du réservoir marne (Digue de Giffaumont et Dignes des Grandes Côtes)

Enfin, le projet est concerné par le risque de transport de marchandises dangereuses.

Le site étant déjà autorisé et exploité depuis 1974 cette demande ne soulève toutefois pas d'objection concernant l'aspect risques.

CONCLUSION

Avis favorable.

3) Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Par lettre en date du 18 octobre 2011, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule les observations suivantes :

"1 - Desserte - Accessibilité (pour mémoire)

S'assurer du respect des dispositions suivantes pour la desserte et l'accessibilité du bâtiment par une voie utilisable par les engins d'incendie et de secours :

- Largeur : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues,
- Force portante calculée pour un véhicule de 130 kN (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres),
- Rayon intérieur minimum : 11 mètres,
- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20mètres,
- Pente inférieure à 15 %.

2 - Défense incendie

L'étude de danger précise que l'extinction de la matière chaude se fera par étalement du charbon à l'aide d'un engin en couches minces sur une plate-forme imperméabilisée.

L'application du document technique D9 sur le dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie ne paraît pas judicieuse, aussi **il conviendra de s'assurer que le poteau d'incendie le plus proche du stockage à un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar de pression dynamique.**

3 - Rétention des eaux d'extinction

Signaler le bassin de confinement et d'orage par une pancarte inaltérable comportant la mention " Rétention des eaux d'extinction - Capacité maxi : 4800 m³ ".

4 - Plan d'opération interne

Actualiser le POI."

AVIS:

L'étude de ce dossier vise exclusivement la desserte et la défense extérieure contre l'incendie. Après examen de ce dossier, j'émet un **avis favorable** au projet d'autorisation d'exploiter pour lequel je vous demande de bien vouloir porter les remarques formulées ci-dessus à la connaissance de l'exploitant..

4) Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE)

Par lettre en date du 14 octobre 2011, le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Marne formule les observations suivantes :

"L'entreprise fait l'objet d'un suivi régulier de la part de mes services notamment en matière d'hygiène et de sécurité. Il appartient à l'entreprise de respecter l'ensemble des dispositions de la Quatrième Partie du Code du travail relative à la santé et à la sécurité au travail, organisées par les articles L.4111-1 à L.4831-1 et R.4121-1 à R.4822-1 du Code du travail. J'émet un **avis favorable** à la demande."

5) Sous-préfecture de Vitry-le-François

Par lettre en date du 9 décembre 2011, Madame la Sous-préfète de Vitry-le-François nous informe qu'elle émet un **avis favorable** à la demande de la société CEMENTS CALCIA.

6) Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie en Ile-de-France (DRIEE)

1er avis

Par lettre en date du 20 octobre 2011, le Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie en Ile-de-France formule plusieurs observations dont les suivantes ont été transmises par l'inspection des installations classées à l'exploitant, par lettre du 4 novembre 2011 :

"Effluents produits :

La société CEMENTS CALCIA produit différents effluents:

1) Les eaux pluviales

1-1) Les eaux pluviales des espaces verts ou des surfaces non étanchées :

Les eaux pluviales des espaces verts ou des surfaces non étanchées s'infiltrant dans le sol.

1-2) Les eaux pluviales de voirie et de toiture :

Les eaux pluviales de voirie et de toiture sont dirigées vers le bassin de 4 500 m³, permettant la régulation du pH et la réduction des matières en suspension, elles sont ensuite rejetées dans le canal latéral à la Marne.

2) Les eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont dirigées vers le bassin de 4 500 m³, permettant la régulation du pH et la réduction des matières en suspension, elles sont ensuite rejetées dans le canal latéral à la Marne.

3) Les eaux industrielles de process

Les eaux usées industrielles sont dirigées vers le bassin de 4 500 m³, permettant la régulation du pH et la réduction des matières en suspension, elles sont ensuite rejetées dans le canal latéral à la Marne.

Maîtrise des rejets en milieu naturel :

Il est indiqué que le dossier de demande d'autorisation a été élaboré dans la perspective d'une éventuelle refonte complète de l'arrêté préfectoral du site. En l'occurrence, ce dossier peut être l'occasion de revoir la gestion des eaux du site, la quantification en volume et en flux de pollution des différents effluents produits, la localisation des rejets, ...

Selon le plan des réseaux, les rejets dans le canal latéral à la Marne s'effectueraient en deux points - par une canalisation Ø 800 mm et - par deux canalisations Ø 1 000 mm juxtaposées.

Le canal étant un milieu sensible qui ne présente pas de débit permettant une dilution des rejets, il faut étudier si une solution alternative au rejet dans le canal peut être envisagée. En cas de rejet dans le canal, le traitement des eaux avant rejet doit être optimal et doit permettre d'atteindre le bon potentiel écologique et le bon état chimique de la masse d'eau.

Domaine public fluvial :

La propriété de la société CIMENT CALCIA jouxte le canal latéral à la Marne.

Toute occupation ou utilisation du domaine public fluvial doit être autorisée par le service gestionnaire. Les rejets des eaux dans le canal latéral à la Marne doivent en particulier être autorisés par Voies navigables de France.

L'étude de dangers montre que le canal pourrait être exposé en cas d'accident sur la cimenterie. Cette exposition aux dangers pourrait nécessiter des mesures particulières à destination des usagers de la voie d'eau (signalisation fluviale, ...).

Ce point serait à étudier avec le service gestionnaire du canal.

Transports :

Le trafic généré par l'activité du site s'effectue en totalité par la route.

Le site étant proche du canal latéral à la Marne, l'utilisation de la voie d'eau pourrait être examinée, eu égard aux intérêts écologiques et sécuritaires associés à ce mode de transport. Contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier, le canal ne reçoit pas uniquement des bateaux plaisanciers, c'est essentiellement une infrastructure pour le transport de commerce.

En conclusion, le dossier concerne en premier lieu l'autorisation d'exploiter un hall de réception et de stockage d'un mélange charbon/coke de pétrole à usage de combustible principal (remise en service de l'installation de broyage de combustibles solides existante et à l'arrêt depuis 1991), ce projet entraîne peu de modifications concernant les effluents liquides et la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile de France émet un **avis favorable**.

Le dossier a aussi vocation à une éventuelle refonte complète de l'arrêté préfectoral du site. Dans ce cadre, il me paraît nécessaire d'examiner la refonte de la gestion des eaux et des prescriptions afférentes, dans l'esprit de ce qui est indiqué au paragraphe 3 ci-dessus. En outre, le positionnement des rejets figurant à l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1992 ne semble plus correspondre à la situation actuelle."

Réponse de l'exploitant

Par courrier du 8 décembre 2011, l'exploitant apporte les réponses suivantes :

Maîtrise des rejets en milieu naturel

Les 2 canalisations de diamètre 1000 mm juxtaposées forment effectivement notre point de rejet principal dans le canal. En ce qui concerne la canalisation Ø 800 mm, celle-ci correspond en fait à une ancienne arrivée d'eau en provenance de "l'ancienne usine" qui a depuis été démantelée. Cette canalisation d'eau ne débouche donc à l'heure actuelle sur rien, les tuyaux d'arrivée ayant été bouchés en amont. Bien qu'existante, cette canalisation Ø 800 mm ne peut donc pas être considérée comme un point de rejet. Les rejets dans le canal s'effectuent donc par un seul point de rejet correspondant aux 2 canalisations de Ø 1000 mm juxtaposées.

L'ensemble des terrains de l'usine forme un bassin versant dont les eaux de ruissellement arrivent à la station de traitement. Cette station ainsi que le bassin d'orage et de confinement sont implantés au point le plus bas de l'usine, qui se situe juste avant la route RD760 puis le canal. Ainsi cette route et ce canal forment une barrière qui rend très difficile voire impossible la mise en œuvre d'une solution alternative de rejet des eaux dans la Marne.

Cependant, le traitement des eaux effectué est optimisé et nous permet d'atteindre largement les valeurs limites imposées par notre arrêté préfectoral (à de très rares exceptions près sur les MES lors de fortes pluies orageuses).

Domaine public fluvial

Une convention avec VNF existe et a d'ailleurs été renouvelée cette trouverez ci-joint une copie.

L'étude de dangers montre que le canal pourrait être exposé dans le cas d'un seul scénario, le scénario n° 21 correspondant à l'incendie du hall charbon/coke (représentation graphique des zones d'effets page 64 de l'étude de dangers). Cependant, une 2^{de} simulation a été élaborée dans ce cas précis, simulation qui montre que l'implantation d'un mur coupe-feu de 2 m de haut au niveau de la façade du hall charbon/coke le long de la RD760 suffit à éviter l'exposition de la route et du canal (représentation graphique des zones d'effets page 65 de l'étude de dangers).

Etant donné que la mise en place de ce mur est prévue dans la construction du hall, le canal ne sera pas exposé en cas d'accident sur la cimenterie.

Transport

Contrairement à ce qui est indiqué, le trafic généré par l'activité du site ne s'effectue pas en totalité par la route: nous expédions une part significative de notre production de ciments et de clinker par voie ferrée: 35 % de nos ventes ciment et 80 % des transferts de clinker vers d'autres usines se sont effectués par transport ferroviaire sur l'année 2010.

Le transport direct du charbon par péniches n'est pas envisagé à ce jour car il ne permet pas l'approvisionnement dans des conditions techniquement compatibles avec nos contraintes ou économiquement acceptables.

La société Ciments Calcia a néanmoins mis en œuvre le transport par voie fluviale dès que l'opportunité s'est présentée, pour notre usine de Gargenville par exemple, en région parisienne, ou encore pour notre centre de distribution de Gennevilliers

La décision actuelle et les solutions techniques retenues pour ce projet ne compromettent donc en aucune manière le recours ultérieur au transport par voie fluviale et nous sommes régulièrement en contact avec les professionnels du secteur afin de rechercher les modes d'exploitation permettant tant de limiter nos impacts sur l'environnement que de maintenir la compétitivité de l'usine.

2ème avis

Suite aux informations complémentaires données par la Société Ciments Calcia par courrier du 8 décembre 2011, la DRIEE propose valeurs limites objectifs pour le rejet des eaux dans le canal latéral à la Marne afin de tenir compte de sa sensibilité.

En débit :

Le rejet s'effectue par deux canalisations Ø 1 000 mm juxtaposées, situées en rive droite du canal latéral à la Marne au PK 5,490. Les eaux rejetées devront être quantifiées par temps sec et par temps de pluie.

En concentration :

Paramètre	Concentration maximale sur échantillon 24 heures (en mg/l)	Concentration maximale instantanée (en mg/l)	Pour mémoire, concentration actuellement autorisée (en mg/l)
MES	30	30	30
DCO	20	20	120
DBO5	10	10	non suivi
Hydrocarbures	1	2	5
Plomb	0,1	0,2	0,2
NTK	10	14	30
NGL	15	18	non suivi
Phosphore total	1	2	10

D'autres paramètres pourront être visés notamment ceux qui figurent à l'arrêté préfectoral du 15 mai 2000.

Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5. La température de l'effluent doit être inférieure à 25° C. L'effluent ne doit dégager aucune odeur.

Les résultats de l'auto-surveillance devront être transmis annuellement au service chargé de la police de l'eau.

Le dispositif de traitement des eaux usées domestiques et des eaux vannes du site doit être conforme à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. L'avis du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) devra être recueilli.

Le service chargé de la police de l'eau devra être destinataire de l'arrêté préfectoral pris à l'issue de l'instruction du dossier.

VI – AVIS DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Suite à la mise à disposition du dossier complet (y compris ses annexes) ainsi qu'à la tenue de la réunion extraordinaire du CHSCT le vendredi 18 Novembre 2011, les membres du CHSCT émettent un **avis favorable** sur le projet d'exploitation.

VII – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES RELATIVE A LA DEMANDE "CHARBON"

7-1 Étude du dossier :

Par courriels du 10 janvier et 9 février 2012 de l'inspection des installations classées, l'exploitant a été invité à fournir des renseignements complémentaires, notamment sur la gestion des eaux résiduaires. Certains éléments de réponses apportées par CEMENTS CALCIA ont été intégrés dans le projet d'arrêté préfectoral.

7-2 Activités - contexte réglementaire :

Compte tenu des activités qui sont exercées sur le site, les arrêtés ministériels suivants sont applicables à l'établissement :

- Texte cimenterie
 - Arrêté du 3 mai 1993 relatif aux cimenteries
- Dispositions communes
 - Arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
 - Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
 - Arrêté du 31 mars 2008 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
 - Arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
 - Arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
 - Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
 - Arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
 - Arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R.512-45 du code de l'environnement
 - Arrêté du 26 février 2003 portant approbation du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT
 - Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
 - Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
 - Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
 - Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion
- Textes spécifiques à certaines activités
 - Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
 - Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
 - Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
 - Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux
 - Arrêté du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
 - Arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
 - Arrêté du 19/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables)
 - Arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921
- Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : "Métaux et alliages (travail mécanique des)"
- Arrêté du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1418 : "stockage ou emploi de l'acétylène"

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation rappelle que les dispositions des arrêtés ministériels précités sont applicables, sauf dispositions contraires portant sur le même objet dans le projet d'arrêté préfectoral, à l'établissement et reprend, sous forme de prescriptions, les dispositions particulières applicables à cet établissement.

En outre, comme présenté en introduction de ce rapport, le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation proposé aux membres du CODERST reprend dans un seul arrêté l'ensemble des prescriptions existantes relatives aux conditions d'exploiter de la cimenterie. **Il est donc proposé d'abroger 16 arrêtés préfectoraux pris en complément de l'autorisation de 1992, mais de maintenir l'arrêté préfectoral conservatoire relatif à la gestion des tours aéroréfrigérantes (ce point étant toujours en cours d'instruction au sein de l'inspection des installations classées).**

7-3 Activité de stockage et broyage de charbon et coke - nouvelles prescriptions :

- **Impact visuel :**

L'exploitant décrit dans son dossier que le côté du bâtiment longeant la route département RD760 sera bordé d'une haie pour en faciliter son intégration paysagère. La Direction Départementale des Territoires (DDT) confirme la nécessité d'une telle mesure.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation reprend sous forme de prescription cette disposition.

- **Eau - propreté :**

La consommation d'eau supplémentaire liée au projet "charbon" est associée à la mise en œuvre d'un système de brumisation visant à limiter l'envol de poussière au moment du déchargement, et pour le lavage des roues des camions de transport. Ces mesures ne conduisent pas à augmenter le volume total d'eau prélevée.

La zone de déchargement sera imperméabilisée. Les eaux de ruissellement seront dirigées vers la station d'épuration interne. Elles véhiculeront les éventuelles poussières de charbon non retenues par la brumisation et les potentielles égouttures d'hydrocarbures des camions. Afin de pré-traiter ces eaux, un nouveau séparateur d'hydrocarbure sera installé.

Les caractéristiques des "nouvelles" eaux de ruissellement sont similaires à celles existantes sur le site.

Les prescriptions relative à la gestion des eaux ne sont pas modifiées par le projet "charbon". Toutefois, aux prescriptions existantes visant à limiter l'envol de poussières et à maintenir le site et son environnement propre, le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation intègre également les dispositions visant à limiter l'envol de matière de charbon (par exemple : stockage fermé, brumisation, lavage de roue...).

Par ailleurs, lors de la consultation des services administratifs, la DDT indique que le nouveau projet est concerné par le périmètre de prescription du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de Vitry prescrit le 14 janvier 2003.

L'exploitant ne traite pas ce point dans son dossier de demande d'autorisation.

L'inspection des installations classées propose de prescrire la remise d'une étude visant à définir les mesures adaptées pour prendre en compte le risque inondation dans les conditions d'exploitation de la cimenterie.

De même, la DRIEE, police de l'eau ayant compétence pour le suivi du canal de la Marne, a souligné le caractère sensible du canal du fait de son faible débit. Ainsi, dans un souci de prévention afin de préserver le bon état écologique du cours d'eau, la DRIEE a proposé de fixer de nouvelles valeurs limites de rejet plus restrictives pour les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, le plomb, l'azote (NTK et NGL), le phosphore, la DBO5 et la DCO.

Par courriel du 9 février 2012, l'inspection des installations classées a demandé à CEMENTS CALCIA de se positionner par rapport à ces nouvelles valeurs limites. Une réponse a été transmise le 21 février 2012. CEMENTS CALCIA explique que le respect de ces nouvelles valeurs n'est pas possible à ce jour et que cela implique de revoir complètement son système de gestion des eaux

S'agissant de nouvelles dispositions qui nécessitent des études et travaux importants de mise en conformité, l'inspection des installations classées propose de les rendre applicables sous 1 ans.

- **Air :**

Le broyage du charbon, ainsi que tous les transferts de matière associés, seront à l'origine d'émission de poussières diffuses. L'exploitant envisage de capoter tous ses tapis, d'équiper sa ligne de systèmes de filtration aspirant les poussières au niveau de chaque chute et les réinjectant dans le processus et de programmer l'arrêt des installations notamment en cas d'absence d'aspiration des poussières.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation reprend sous forme de prescriptions les mesures mises en place par l'exploitant et propose de définir des valeurs limites d'émission au niveau du broyeur de charbon.

Pour information, une prescription existante demande à l'exploitant la remise de son bilan de fonctionnement avec comparatif de son installation par rapport aux meilleures technologies disponibles (MTD) au plus tard le 1^{er} février 2013. Cette prescription est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral. A partir de ce dossier, l'inspection des installations classées pourra être amenée à réajuster les valeurs limites d'émission du site.

- **Bruit :**

L'atelier de broyage sera à l'origine de nouvelles sources sonores sur site.

L'inspection des installations classées propose de prescrire la réalisation d'une nouvelle étude bruit dans les 6 mois qui suivront le démarrage de l'atelier de broyage du charbon. Selon les résultats, des mesures compensatoires devront être mises en œuvre par l'exploitant.

- **Risques :**

Les phénomènes dangereux associés à la nouvelle activité de stockage et de broyage du charbon sont principalement :

- l'auto-échauffement du charbon ;

- les surpressions liées aux poussières de charbon au niveau du broyage et du silo de stockage de charbon pulvérulent.

L'exploitant a étudié les conséquences de ces phénomènes et a proposé des mesures de prévention (suivi de température, évent de surpression, etc.) et protection (mur coupe-feu en limite de la RD760) proportionnées aux enjeux. Le dimensionnement existant des dispositifs de lutte incendie est suffisant pour couvrir cette nouvelle activité.

Les nouvelles installations ne sont pas dans le périmètre de flux thermiques issus des installations existantes (effets dominos) ni n'engendrent de flux affectant ces installations existantes.

Les risques résiduels sont contenus dans l'enceinte de l'établissement.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation reprend sous forme de prescriptions l'édification d'un mur coupe-feu 2h de 2 mètres de hauteur en façade Ouest du hall de stockage de charbon. Le caractère prescriptif de l'étude de dangers est rappelé. L'ensemble des mesures de prévention et de protection liées spécifiquement à l'activité charbon viennent compléter les prescriptions existantes.

VIII – ANALYSE DES DEMANDES EN COURS (droits acquis, évolution réglementaire, tours aéroréfrigérantes)

8-1 Droits acquis

- **Rubriques déchets 27NN**

En application de l'article R.513-1 du Code de l'environnement, CEMENTS CALCIA a transmis sa demande de droits acquis pour les rubriques créées ou modifiées par les décrets n°2010-367, 2010-369 du 13 avril 2010 et 2010-1700 du 30 décembre 2010.

Cette demande a été étudiée à l'occasion de l'instruction de la présente demande d'autorisation relative à l'activité charbon.

Au titre des installations régulièrement mises en service et autorisées avant la parution des décrets pré-cités, l'inspection des installations classées propose d'accorder le bénéfice de l'antériorité à la cimenterie pour les rubriques suivantes :

- 2770-1b : installation de traitement thermique de déchets dangereux ;

- 2771 : installation de traitement thermique de déchets non dangereux ;

- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux.

Le regroupement des déchets avant incinération étant connexe aux activités de traitement de déchets, les rubriques ad hoc n'ont pas été retenues. Le régime de l'autorisation est maintenu pour ces activités.

- **Rubriques liquides inflammables 143N**

De la même façon, le bénéfice de l'antériorité est accordé pour les rubriques relatives à la distribution de carburant :

- 1434-1b : installations de remplissage de récipients mobiles ;

- 1435 : stations-service.

Ces activités continuent de relever du régime déclaratif.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation propose un tableau de classement actualisé des activités de la cimenterie.

8-2 Valeur d'émission de COT en application de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatives à la co-incinération de déchets dangereux

CIMENTS CALCIA fait l'objet d'une mise en demeure en date du 21 juin 2007 visant la réalisation d'un essai d'incinération avec et sans déchets afin de fixer la valeur limite de rejet en concentration pour le carbone organique total (COT) en application de l'annexe II-1 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Les résultats de ces essais ont été transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 2 juillet 2009. Ces résultats ont été étudiés à l'occasion de l'instruction de la présente demande d'autorisation. Ils montrent l'absence de lien entre les émissions de COT et le type de combustibles utilisés (déchets vs combustibles fossiles). L'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 permet alors d'aménager la valeur limite d'émission de COT en appliquant une formule définie au premier paragraphe de l'annexe II précitée.

En prenant pour hypothèse l'incinération de 40% de déchets et de 60% de combustibles d'origine commerciale, ce qui correspond aux objectifs de la cimenterie pour le fonctionnement du four, la valeur limite d'émission de COT calculée est :

$C_{\text{procédés}} = 19,9 + 2 \times 3,7 = 27,3 \text{ mg/Nm}^3$; $V_{\text{procédés}} = 60\%$

$C_{\text{déchets}} = 10 \text{ mg/Nm}^3$; $V_{\text{déchets}} = 40\%$

$\Rightarrow C_{\text{limite}} (\text{COT}) = 20,4 \text{ mg/Nm}^3$

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation reprend cette valeur limite pour les COT.

IX – PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'exploitant a été tenu informé des évolutions de son autorisation en ce qui concerne les nouvelles valeurs limites de rejets aqueux et atmosphériques pour les carbones organiques totaux (COT).

Il sera consulté sur le projet d'arrêté préfectoral à partir du 5 mars et devra émettre ses remarques sous une semaine. L'ensemble des remarques seront présentées aux membres du CODERST en commission.

X – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté ci-joint, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société CIMENTS CALCIA.

Rédacteur	Valideur	Approbateur
L'inspecteur des installations classées signé	L'inspecteur des installations classées signé	Pour le directeur et par délégation, le chef du service risques et sécurité par intérim signé
Camille Monlucq	Manuel Vermuse	Thierry Dehan

Annexe 1
CIMENTS CALCIA à Couvrot
Classement des activités

Ancienne rubrique ICPE	Rubrique ICPE actuelle	Libellé de la rubrique	Activité autorisée (quantité /unité)	Régime	coef. TGAP
1520-1	1520-1 (d)	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Dépôts: - 1 <i>stockage en hall couvert de charbon et coke de pétrole bruts</i> : 12 000 m ³ (soit au maximum 12 000 t)	A	/
	1520-1 (b)	1. supérieure ou égale à 500 t (A - 1) 2. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t (D)	Dépôts: - 1 cuve de stockage de 2900 m ³ pour combustible à haute viscosité (soit 3 074 t) ; La quantité maximale totale pour la rubrique n°1520 est de 15 074 tonnes.	A	/
1432-2a	1432-2a (b)	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³ (A) ; b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m ³ mais inférieure ou égale à 100m ³ (DC).	Stockage de liquides inflammables de catégorie A : néant Stockage de liquides inflammables de catégorie B : néant Stockage de liquides inflammables de catégorie C : néant(point éclair supérieur à 55°C et inférieur à 100°C) : - 1 cuve aérienne de CLS ou huiles de 1470 m ³ (coef. 1/5) ; - 2 cuves aériennes de 45m ³ pour CLS ou huiles (coef. 1/5) ; - 2 cuves aériennes de 15m ³ pour FOD (four, garage locos) (coeff. 1/5) ; - 1 cuve aérienne de 6m ³ pour FOD (expéditions) (coef. 1/5) ; - 1 cuve aérienne de 1,4m ³ pour FOD (groupe électrogène) (coef. 1/5) ; - 1 cuve enterrée double enveloppe en fosse de 70m ³ pour FOD munie d'un détecteur de fuite (garage carrière) (coef. 1/25) Stockage de liquides inflammables de catégorie D : - 1 cuve aérienne de 2900m ³ pour fioul lourd (coeff. 1/15). La quantité totale équivalente de liquides inflammables stockés est de 515,6m ³ .	A	3
1450-2a	1450-2a (b)	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 1. fabrication industrielle (A) 2. emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 1 t (A) b) supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t (D)	Emploi et stockage de solides facilement inflammables: Silo de stockage de 200t de charbon et coke pulvérisés	A	4
1715-1	1715-1 (b)	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001.	6 sources radioactives scellées de cobalt 60 (seuil d'exemption de 100 000) représentant une activité Q de 19,24 Gbq: - 5 sources d'activité de 3,7 Gbq - 1 source d'activité de 0,74 GBq	A	3

Ancienne rubrique ICPE	Rubrique ICPE actuelle	Libellé de la rubrique	Activité autorisée (quantité /unité)	Régime	coef. TGAP
		1. La valeur de Q est égale ou supérieure à 10 ⁴ (A) 2. La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10 ⁴ (D)			
2515-1	2515-1 (b)	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 200 kW (A - 2) 2. supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW (D)	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes est de 11 310 kW : - un concasseur de 800 t/h : 110 kW ; - un broyeur à cru de 400 t/h : 1250 kW ; - broyage et ensilage ciments : 2 x 4400 kW (et 170 t/h) ; - broyeur de combustibles solides (charbon et coke) : 1 050 kW et 30t/h ; - concasseur des refus de cribles de combustibles solides : 100 kW.	A	3
2520	2520 (b)	Ciments, chaux, plâtres (fabrication de), la capacité de production étant supérieure à 5 t/j (A - 1)	Fabrication des ciments : 6000 t/j 1 four de capacité 4200 t/j de clinker, puissance de 163 MW Production annuelle maximale de 1 600 000 t de clinker	A	5
167-C	2770-1b (a)	Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. 1- Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. a) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations (AS - 3) b) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations (A - 2) 2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparation dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement (A - 2)	Installation de co-incinération de déchets dangereux (CLS, sciures imprégnées). La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations. (l'exploitant est en attente de la modification de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 pour justifier son positionnement selon cette rubrique)	A	6
167-C	2771 (a)	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux (A - 2)	Installation de co-incinération de déchets non dangereux (farines animales, PUNR, RBA, CSR).	A	6
167-C	2791-1 (a)	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j (A - 2) 2. Inférieure à 10 t/j (DC)	Installation de traitement de déchets non dangereux (sulfogypse, cendres volantes, résidus alumineux, résidus ferreux, résidus siliceux) La quantité de déchets traités étant supérieure à 10t/j	A	3
2910-A1	2910-A1 (b)	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de	La puissance thermique maximale des installations est de 50 MW: - 1 foyer PILLAR associé au broyeur à cru (combustible: fioul lourd) : 50 MW ; - 1 foyer MAXON associé au broyeur à cru (combustible: gaz naturel) : 19 MW ; - 1 foyer associé au broyeur à charbon (combustible: gaz naturel) : 4,6 MW ;	A	4

Ancienne rubrique ICPE	Rubrique ICPE actuelle	Libellé de la rubrique	Activité autorisée (quantité /unité)	Régime	coef. TGAP
		la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. supérieure ou égale à 20 MW (A - 3) 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	- 1 foyer MAXON associé au broyeur à ciment (combustible: gaz naturel) : 2,33 MW ; - 1 foyer MAXON associé au broyeur à ciment (combustible: gaz naturel) : 2 MW. (le four à ciment est exclu de la rubrique 2910-A1 car il est concerné par les rubriques 2770 et 2771 pour la partie co-incinération et car un échange thermique s'effectue à contre courant entre gaz chauds issus de la combustion et la matière)		
2910-B	2910-B (b)	B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 0,1 MW (A - 3)	La puissance thermique maximale de l'installation est de 213 MW: - Four à ciment (combustibles : CHV, coke) : 163 MW ; - Foyer du broyeur à cru (combustibles : CHV, coke) : 50 MW.	A	4
2915-1a	2915-1a (b)	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : a) supérieure à 1 000 l (A - 1) b) supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l (D) 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l (D).	Chaufferie de fluide thermique (fluide minéral de point éclair de 280 °C), le volume étant égal à 20 000 litres	A	/
2921-1a	2921-1a (b)	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 1. Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » : a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW (A - 3) b) la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW (D) 2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé » (D)	Quatre tours aéro-réfrigérantes en circuit ouvert d'une puissance thermique évacuée totale de 6 556 kW: - deux tours de refroidissement eau industrielle : 4700 kW; - une tour de refroidissement du circuit broyeur ciment 1 : 928 kW ; - une tour de refroidissement du circuit broyeur ciment 2 : 928 kW	A	1
Non repris dans l'ancien arrêté préfectoral	1180-1 (c)	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles 1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 l de produit (A - 2) 2. Dépôt de composants, d'appareils, de matériels imprégnés usagés ou de produits neufs ou usagés. La quantité totale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 1 000 l (A - 2) b) supérieure ou égale à 100 l, mais inférieure à 1 000 l (D) 3. Réparation, récupération, maintenance, décontamination: démontage de composants, appareils et matériels imprégnés, hors du lieu de service lorsque la quantité de produits est supérieure à 50 l (A - 2)	Utilisation de 16 transformateurs électriques contenant chacun plus de 30 l de fluides présentant des traces de Polychlorobiphényles	D	/
1418-3	1418-3 (b)	Acétylène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 50 t (AS - 2)	Stockage de l'acétylène : - 3 cadres de 8 bouteilles d'acétylènes : 160,8 kg - 40 bouteilles d'acétylènes : 268 kg	D	/

Ancienne rubrique ICPE	Rubrique ICPE actuelle	Libellé de la rubrique	Activité autorisée (quantité /unité)	Régime	coef. TGAP
		2. supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 50 t (A - 2) 3. supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 t (D)	Quantité totale égale à 428,8 kg		
1434-1b	1434-1b (b)	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) 1. installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : a) supérieur ou égal à 20 m³/h (A - 1) b) supérieur ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h (DC)	Installations de remplissage d'une cuve mobile, le débit maximum équivalent des installations, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : - 1 pompe de 3 m³/h (coef 1) - 3 pompes de 3 m³/h (coef 1/5) - 2 pompes de 20 m³/h (coef 1/5) soit un débit total équivalent: 12,8 m³/h	D	/
1434-1b	1435-3 (a)	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant : 1. supérieur à 8 000 m³ (A - 1) 2. supérieur à 3500 m³ mais inférieur ou égal à 8000 m³ (E) 3. supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3500 m³ (DC)	Installations, non ouvertes au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur : - 1 pompe de FOD (fgarage loco) (coef 1/5) ; - 1 pompe de FOD (expéditions) (coef 1/5) ; - 2 pompes en 1 de FOD (garage carrière) et cuve enterrée double enveloppe avec détention de fuite (coef 1/25) Le volume annuel total de carburant distribué est au plus de 260 m³ équivalent.	D	/
2560-2	2560-2 (b)	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 500 kW (A - 2) ; 2. supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW (D)	Travail mécanique des métaux et alliages : - machines outils de l'atelier mécanique: puissance installée de 78,37 kW ; - machines outils de l'atelier électrique: puissance installée de 1,3 kW ; - machines outils garage: puissance installée de 9 kW Puissance installée totale de 88,67 kW	D	/
1530	1530 (b)	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieure à 50 000 m³ (A - 1) 2. supérieure à 20000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000 m³ (E) 3. supérieure à 1000 m³ mais inférieure ou égale à 20000 m³ (D)	Stockage d'un volume inférieur à 1 000 m³ de sacs vides	NC	/
1530	1532 (a)	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieure à 20 000 m³ (A - 1) 2. supérieure à 1000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (D)	Stockage d'un volume inférieur à 1 000 m³ de palettes bois	NC	/
2930-1	2930-1 (b)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m² (A - 1)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs , la surface d'atelier étant de 1 300 m²	NC	/

Ancienne rubrique ICPE	Rubrique ICPE actuelle	Libellé de la rubrique	Activité autorisée (quantité /unité)	Régime	coef. TGAP
		b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5000 m ² (DC)			
2920-2a	2920 (b)	Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW '(A - 1)	Compresseurs d'air: puissance cumulée inférieure à 10 MW	NC	/

AS : autorisation avec servitudes d'utilité publique **A-SB** : autorisation - seuil bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000
A : Autorisation **E** : Enregistrement **D** : Déclaration **NC** : Non Classable

Coef. TGAP : coefficient multiplicateur de la taxe générale sur les activités polluantes

RA : rayon d'affichage

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) installations dont l'exploitation a déjà été autorisée (et/ou déclarée)
- (c) installations exploitées sans l'autorisation (et/ou la déclaration) requise
- (d) installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) installations dont l'exploitation a cessé.

La portée de la demande concerne les installations repérées (c) et (d).

Annexe 2
CIMENTS CALCIA à Couvrot
Récapitulatif des autorisations existantes

Date	Intitulé	Contenu majeur
27/01/1992	Arrêté préfectoral n°92 A 03 IC	Arrêté initial de prescriptions relatif à l'exploitation de la cimenterie par la société « LES CIMENTS FRANCAIS ». Tableau des installations classées autorisées.
20/08/1992	Arrêté préfectoral n°92 A 41 IC	Transfert d'autorisation à la société « CALCIA ».
07/10/1997	Arrêté préfectoral	Autorisation d'incinérer des déchets industriels.
21/11/1997	Arrêté préfectoral n°97 A 93 IC	Autorisation de procéder à des essais d'incinération de farines animales.
13/07/1998	Arrêté préfectoral n°98 A 58 IC	Autorisation de procéder à des essais d'incinération de farines animales.
13/11/1998	Arrêté préfectoral complémentaire n°98 A 108 IC	Autorisation définitive d'utiliser comme combustible pour son four des farines de viandes animales.
15/05/2000	Arrêté préfectoral complémentaire n°2000 A 60 IC	Prescriptions complémentaires pour : <ul style="list-style-type: none"> • réglementer les activités visées dans les rubriques 2799 et 1418-3 ; • imposer la mise en conformité des installations avec l'arrêté ministériel du 10 octobre 1996 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de co-incinération de certains déchets industriels spéciaux.
13/07/2004	Arrêté préfectoral complémentaire n°2004 APC 157 IC	Actualisation de la liste des déchets autorisés à être incinérés en tant que combustible de substitution.
30/11/2006	Arrêté préfectoral complémentaire n°2006 APC 131 IC	Application de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux au site à compter du 28 décembre 2005. Mise en place d'une installation de traitement des NOx.
12/12/2007	Arrêté préfectoral complémentaire n°2007 APC 132 IC	Renouvellement d'autorisation de détention et d'utilisation de sources radioactives scellées de cobalt 60.
16/01/2008	Arrêté préfectoral n°2008-CLIS-01	Création d'une Commission Locale d'Information et de surveillance (CLIS) sur le territoire de la commune de Couvrot.

Date	Intitulé	Contenu majeur
20/05/2008	Arrêté préfectoral complémentaire n°2008 APC 63 IC	<p>Modifications sollicitées par la société CEMENTS CALCIA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'incinération de sciures imprégnées en provenance d'Allemagne ; • l'évolution du stockage de liquides inflammables ; • la substitution partielle de gypse naturel par du sulfogypse ; • la déclaration de l'activité de travail mécanique des métaux au sein d'un atelier mécanique. <p>Refonte du tableau des installations classées autorisées.</p>
07/10/2008	Arrêté préfectoral complémentaire n°2008 APC 147 IC	Autorisation à procéder à des essais de valorisation de Combustibles Solides de Récupération (CSR).
06/10/2009	Arrêté préfectoral complémentaire n°2009 APC 133 IC	Modifications apportées à l'exploitation des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921.
29/06/2010	Arrêté préfectoral complémentaire n°2010 APC 149 IC	Complément de la liste des déchets autorisés à être incinérés en tant que combustible de substitution : ajout des Combustibles Solides de Récupération (CSR).
19/01/2011	Arrêté préfectoral complémentaire n°2011 APC 02 IC	Autorisation à stocker et à utiliser du charbon pulvérisé en tant que combustible pour l'élaboration du clinker produit dans la cimenterie.